

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 32384C

Inscrit le 26 avril 2013

Audience publique du 3 octobre 2013

**Appel formé par
Monsieur, ...,
contre un jugement du tribunal administratif
du 19 mars 2013 (n° 30057 du rôle)
ayant statué sur son recours
dirigé contre une décision du directeur général de la police grand-ducale
en matière de détachement**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 32384C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2013 par Maître Jean-Marie BAULER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, commissaire de police, demeurant à L-..., dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 19 mars 2013 (n° 30057 du rôle) ayant déclaré non fondé son recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un ordre de détachement rendu le 8 mars 2012 par le directeur général de la police grand-ducale ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 24 mai 2013 par Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jonathan HOLLER, en remplacement de Maître Jean-Marie BAULER, et Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRÜCK en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 24 septembre 2013.

Par arrêté du ministre de la Justice du 8 septembre 2007, le commissaire de police ... fut affecté au service de police judiciaire avec effet à partir du 20 septembre 2007.

En date du 29 juillet 2010, le directeur général de la police grand-ducale, ci-après « *le directeur général* », prit à l'égard de Monsieur ... un préavis de détachement, notifié à l'intéressé le lendemain, tendant à le détacher de la section « *stupéfiants* » du service de police judiciaire (SPJ) vers le centre d'intervention de

Par courrier de son mandataire du 3 août 2010, Monsieur ... contesta ledit projet de détachement.

Par décision du 5 août 2010, le directeur général prit une décision de détachement à l'encontre de Monsieur ... vers le commissariat de proximité de ... avec effet au 9 août 2010 jusqu'à ordre contraire.

Sur recours contentieux, la Cour administrative, en appel, par arrêt du 12 juillet 2011 (n° 28069CA du rôle), annula ledit ordre de détachement pour insuffisance de motifs fournis.

En date du 29 juillet 2011, le directeur général prit à l'égard de Monsieur ... successivement un nouveau préavis de détachement, puis un ordre de détachement au commissariat de proximité de ... avec effet au 1^{er} août 2011.

Par jugement non appelé du 15 février 2012 (n° 29069 du rôle), l'ordre de détachement du 29 juillet 2011 fut annulé par le tribunal administratif pour violation des dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après « *le règlement grand-ducal du 8 juin 1979* ».

En date du 29 février 2012, le directeur général prit à l'égard de Monsieur ... un itératif préavis de détachement en vue de le détacher de la section stupéfiants du SPJ vers le commissariat de proximité de ... avec effet au 8 mars 2012.

Par courrier de son mandataire du 5 mars 2012, Monsieur ... fit contester ledit projet de détachement.

En date du 8 mars 2012, le directeur général prononça à l'égard de Monsieur ... l'ordre de détachement au commissariat de proximité de ... avec effet au même jour. Cet ordre de détachement se base sur des motifs tirés du maintien du climat de confiance au sein de la direction stupéfiants du SPJ, de la garantie du bon fonctionnement général du SPJ et du comblement du manque d'effectifs au commissariat de proximité de

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 20 mars 2012, Monsieur ... fit introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de l'ordre de détachement précité du 8 mars 2012.

Par jugement du 19 mars 2013, le tribunal se déclara incompétent pour connaître du recours en réformation, tout en déclarant le recours en annulation recevable, mais non justifié.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2013, Monsieur ... a régulièrement fait relever appel du jugement précité du 19 mars 2013, dont il sollicite la réformation dans le sens de voir annuler l'ordre de détachement précité du 8 mars 2012 avec condamnation de l'Etat aux frais ainsi qu'à une indemnité de procédure de 1.500 € pour la première instance et à une pareille indemnité pour l'instance d'appel.

A l'appui de sa requête d'appel, l'appelant invoque en premier lieu, à titre de remarque préliminaire, le caractère « *manifestement postdaté* » du rapport dressé par le directeur du SPJ à la date indiquée du 27 juillet 2011 en lui reprochant de reprendre *in extenso* les assertions du commissaire, tout en y ajoutant la circonstance qu'une procédure disciplinaire était en cours. Il affirme que le fait pour l'administration de postdater un rapport à charge constitue manifestement un excès de pouvoir et viole le principe d'une bonne administration, de sorte à devoir entraîner l'annulation de la décision critiquée. Par ailleurs, il reproche au tribunal de ne pas avoir toisé la question soulevée selon laquelle ni une

déclaration ni un rapport du contrôleur n'était communiqué, alors que celui-ci aurait pourtant été chargé d'une enquête, à laquelle le directeur du SPJ ferait expressément référence.

L'Etat explique que suite à l'annulation de l'ordre de détachement du 5 août 2010 par arrêt de la Cour du 12 juillet 2011, précité, le commissaire ... aurait, à la date du 27 juillet 2011, établi un nouveau rapport ne comportant plus de données susceptibles de compromettre le travail du SPJ. Le directeur dudit service aurait également rédigé un nouveau rapport dans lequel il aurait exposé plus en détail les faits et raisons de nature à justifier un éloignement temporaire de Monsieur ... du SPJ.

Selon l'Etat, le fait d'avoir rédigé deux nouveaux rapports ne saurait être considéré comme une manœuvre frauduleuse mettant en cause la légalité de la décision de détachement actuellement querellée. Si l'ordre de détachement du 29 juillet 2011 a été annulé par le jugement du tribunal précité du 15 février 2012, il n'en resterait pas moins que le nouveau préavis de détachement du 29 février 2012 aurait comporté en son annexe le rapport précité du commissaire ... du 27 juillet 2011 relatant le comportement de Monsieur ... dans ses rapports avec des informateurs, ainsi que le rapport également précité du directeur du SPJ du même jour expliquant que le comportement de l'intéressé pouvait être constitutif d'une infraction pénale, qu'il était de nature à compromettre le bon déroulement des enquêtes judiciaires de l'ensemble de la section « *stupéfiants* » et faisait même encourir un danger aux collègues de travail enquêtant dans le milieu de la drogue et du crime organisé. Le même 29 février 2012, Monsieur ... aurait par ailleurs reçu notification des faits fautifs dans le cadre de l'instruction disciplinaire diligentée à son encontre, laquelle instruction aurait confirmé la réalité des faits ayant justifié la mesure de détachement actuellement critiquée, tout en démontrant que le comportement de l'appelant aurait causé un grand malaise au sein de ladite section « *stupéfiants* ». C'est sur cette base que la décision de détachement actuellement critiquée du 8 mars 2012 serait intervenue.

L'Etat estime que, tout comme en première instance, le moyen d'annulation invoqué à titre préliminaire par l'appelant à l'encontre des deux rapports précités du 27 juillet 2011 omettrait de préciser toute base légale, sauf à affirmer le caractère manifestement postdaté des deux rapports. Or, suivant l'Etat, ces deux rapports ne seraient pas postdatés, mais il s'agirait à chaque fois d'un nouveau rapport rédigé à la suite de l'arrêt précité de la Cour du 11 juillet 2011 ayant annulé pour insuffisance de motifs fournis l'ordre de détachement du 5 août 2010 alors litigieux. Tout simplement la procédure aurait été reprise au stade où elle se serait trouvée viciée et l'instruction aurait été recommencée précisément à cet endroit. Dès lors, la façon de procéder du directeur général et de ses services n'aurait pas pu être de nature à être taxée d'illégalité.

Postdater un écrit revient à lui conférer une date postérieure à la date réelle de son établissement. Au contraire, antidater consiste à conférer à l'écrit une date antérieure à celle où il a été établi.

Dans chacun des deux cas, la date indiquée n'est pas celle de l'établissement de l'acte.

Surtout, compte tenu des moyens de logistique modernes, dont plus précisément le traitement de texte, il est devenu usuel de reprendre dans des corps d'actes écrits des passages entiers d'actes antérieurement rédigés. Le fait de reprendre dans un nouveau corps d'acte des passages entiers d'actes antérieurs, tel le cas de figure vérifié pour les deux rapports litigieux du 27 juillet 2011, auxquels on rajoute pourtant des éléments nouveaux, revient de la sorte non pas à postdater l'écrit antérieur, mais à lui conférer tout simplement la date de

l'établissement du nouveau document, fût-il constitué en majeure partie d'éléments anciens faisant partie d'un écrit antérieur.

L'argument de la postdate allégué ne se trouve dès lors vérifié en fait pour aucun des deux rapports critiqués du 27 juillet 2011.

Pas plus qu'en première instance, l'affirmation d'une question soulevée autour d'une déclaration, voire d'un rapport de contrôleur non communiqué, n'a été présentée sous forme de moyen, aucun élément de droit ni aucune base légale afférente n'ayant été invoqués par l'appelant. De la sorte, aucun grief ne saurait être porté par rapport à la démarche du tribunal ayant consisté à ne pas avoir toisé plus en avant l'affirmation en question. Pour les mêmes raisons, la Cour, à défaut d'éléments plus concrets invoqués, plus particulièrement en droit, ne se trouve appelée à pousser plus en avant son analyse afférente.

En tant que moyen d'appel proprement dit, l'appelant réitère la violation alléguée de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 et critique la prise de position afférente du tribunal suivant laquelle les dispositions afférentes ne constitueraient pas une finalité en soi et qu'il suffirait qu'il soit établi que l'intéressé ait pu prendre position pour que les formalités dudit article 9 se trouvent vérifiées à suffisance.

L'appelant affirme que suivant la finalité dudit article 9, il ne suffirait pas qu'une prise de position de l'intéressé se retrouve au dossier pour que le principe du contradictoire soit respecté. Au contraire, il faudrait que pareille prise de position ait pu être formulée en temps utile et de manière à pouvoir avoir la chance d'une quelconque influence sur le processus administratif aboutissant à la décision litigieuse en vue de la prise de laquelle la formalité a été opérée. Dans leur façon de toiser la question, les premiers juges auraient méconnu les objectifs de la loi et partant la loi elle-même.

L'Etat affirme qu'à travers le préavis de détachement du 29 février 2012, auquel étaient joints les rapports ... et ... précités du 27 juillet 2011, le directeur général aurait donné à l'appelant la possibilité de formuler à l'époque ses observations par rapport à l'intention déclarée de le détacher. Par courrier de son mandataire du 5 mars 2012, Monsieur ... aurait fait contester la légalité de la décision envisagée au motif précisément que l'intéressé ne disposait pas d'un délai de 8 jours pour présenter ses observations, que la décision était émanée d'une autorité incompétente, que les motifs invoqués étaient trop imprécis et contradictoires et que le détachement constituait en fait une sanction disciplinaire déguisée, de même que le choix porté de l'affectation lui semblait peu judicieux.

Dès lors, ce serait à bon droit que le tribunal a retenu que l'administration avait respecté les exigences procédurales imposées par l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 et que le simple fait que le directeur général ait pris la décision critiquée seulement trois jours après la prise de position de Monsieur ... par rapport au préavis de détachement était insuffisant, à lui seul, pour conclure que ces observations n'auraient pas été prises en compte. Suivant l'Etat, suivre l'argumentaire de l'appelant reviendrait à obliger l'administration à prendre position à chaque fois par écrit pour juger les observations présentées par l'administré et à expliquer les raisons pour lesquelles l'administration maintenait sa décision initialement envisagée, sous peine de se voir sanctionner à chaque fois en ce qu'un projet de décision serait entériné au-delà des contestations de l'administré.

Il est constant qu'aux termes de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, c'est le préavis de détachement du 29 février 2012 qui tient lieu d'information de

l'administration à l'administré de son intention de révoquer ou de modifier d'office pour l'avenir une décision ayant créé ou reconnu des droits audit administré, en l'occurrence de procéder à l'ordre de détachement envisagé. Dans la mesure où le préavis du 29 février 2012 prévoit expressément qu' « *un délai de 8 jours à compter de l'accusé de réception du présent est accordé au commissaire hors cadre pour présenter ses observations* » et que « *lorsque l'administré le demande dans un délai imparti de 8 jours il doit être entendu en personne* », l'exigence d'un délai de 8 jours tel que porté par ledit article 9 se trouve également remplie en l'occurrence.

Il n'est pas contesté non plus que l'appelant ait pu présenter ses observations.

Le fait que l'autorité de décision ait pris l'ordre de détachement critiqué trois jours après la production des observations par le mandataire de Monsieur ... n'est pas de nature à établir *ipso facto* que celles-ci n'auraient pas été lues ni *a fortiori* prises en considération par l'autorité de décision. Dans le cas spécifique de l'espèce, s'agissant d'un troisième « *round* » procédural en vue de réaliser le détachement envisagé, l'administration était pour l'essentiel au courant des arguments qu'allait présenter l'intéressé, pour en avoir déjà pris connaissance antérieurement, comme de fait les arguments présentés en date du 5 mars 2012 ne se distancent pas outre mesure de ceux antérieurement produits en cause par l'intéressé.

Par ailleurs, il est patent que si le directeur général devait maintenir son intention de procéder au détachement envisagé, ce que de fait il fit, aucune explication afférente n'était strictement requise, étant donné qu'il venait d'annoncer avec clarté la manière de procéder à envisager. En tout état de cause, l'affirmation de l'appelant suivant laquelle ses observations n'auraient pas été prises en compte manque d'être établie en fait.

Il résulte de l'ensemble des considérations qui précèdent que les garanties prévues par l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 ont été respectées en l'espèce en ce que le préavis de détachement a été notifié à l'intéressé conformément aux exigences du règlement grand-ducal en question, que celui-ci a eu un délai de 8 jours tel qu'y prévu pour énoncer ses observations, comme de fait il a énoncé celles-ci endéans ce délai, et qu'il n'est pas valablement établi en cause que l'autorité de décision n'ait pas pris connaissance utilement des observations en question.

Il suit de l'ensemble des développements qui précèdent que c'est à juste titre que les premiers juges ont rejeté le moyen tiré d'une violation de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979.

Comme en première instance, l'appelant reprend son moyen tiré d'une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 en mettant en avant un défaut de motivation suffisante à la base de l'ordre de détachement critiqué. L'appelant déclare laisser à la sagesse de la Cour le soin d'apprécier si un simple renvoi, dans les visas de la décision, à deux rapports selon lui postdatés reprenant en bloc les assertions d'un rapport de 2010 dont l'objectivité et l'intégrité sont par lui plus que douteuses - l'administration s'étant opposée à leur communication à l'époque - tout en ne contenant aucune circonstance de temps et de lieu, était susceptible de satisfaire aux garanties de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 quant aux circonstances de fait à la base de la décision. Il parle dans ce contexte d'une légèreté blâmable portant atteinte à ses droits de la défense et entamant d'autant l'analyse du juge administratif quant à l'exigence d'existence et d'exactitude des faits matériels à la base de la décision critiquée. Ainsi, l'administration ne saurait invoquer tous azimuts des faits, des dispositions légales et des motifs généraux et abstraits, tout en laissant à l'administré le soin

d'en faire la preuve contraire sinon aux juges celui de sonder les intentions réelles de l'autorité de décision. En conséquence, l'ordre de détachement serait à annuler pour insuffisance de motivation au regard des exigences impératives de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979.

Tel que formulé, le moyen ne vise pas l'inexistence de motifs légaux à la base de la décision de détachement critiquée, mais une indication insuffisante des éléments de fait et de droit afférents.

Tout d'abord, il convient de souligner que l'exigence d'indication des motifs telle que prévue par l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 ne comporte pas que le juge analyse à ce stade le bien-fondé des éléments de fait et de droit invoqués. Il faut, mais il suffit que la décision ait énoncé, du moins de manière sommaire, la cause juridique servant de support à l'ordre de détachement pris, ainsi que les circonstances de fait à sa base.

Abstraction faite du bien-fondé des éléments invoqués, l'ordre de détachement litigieux du 8 mars 2012 suffit à ces deux séries d'exigences.

En effet, en renvoyant aux articles 2, 4, 6 et 7 de la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ainsi qu'à l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, de même qu'en se rapportant au préavis de détachement du 29 février 2012 ensemble les pièces annexées, à savoir les deux rapports litigieux précités du 27 juillet 2011, au-delà des antécédents de non-production antérieurs, tout en indiquant les raisons d'intérêt de service ventilées en trois séries, à savoir le maintien du climat de confiance au sein de la section « *stupéfiants* » du SPJ, la garantie du bon fonctionnement général au SPJ et le comblement du manque d'effectifs de l'époque au commissariat de proximité de ..., l'exigence d'indication au moins sommaire des éléments de fait et de droit à la base de la motivation devant soutenir l'ordre décrété se trouve à suffisance vérifiée dans le cas d'espèce.

Il suit de ce qui précède que, par confirmation du jugement dont appel, il y a lieu d'écarter également le moyen réitéré tiré de la violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979.

En troisième lieu, l'appelant invoque la violation du délai raisonnable auquel il ajoute le principe « *nemo auditur propriam turpitudinem allegans* », acquis selon lui au bénéfice des administrés. Il estime que ce principe ne connaîtrait pas d'exception au cas où l'administration a pris antérieurement des décisions illégales et estime que depuis les accusations élevées à son encontre à travers le rapport du commissaire ... plus de trois années se seraient passées, de sorte que la mesure prise ne se justifierait aucunement, ne fût-ce qu'au regard du temps passé.

Selon lui, la prise de décisions de détachement illégales ajouterait encore au caractère déraisonnable du délai d'attente lui imposé en tant que principal intéressé. Il mentionne dans ce contexte qu'aux termes de la procédure disciplinaire fondée sur les mêmes faits, il a été sanctionné de la peine disciplinaire d'un dixième d'une mensualité brute du traitement de base, peine faisant partie de la catégorie des peines mineures. Dès lors, ces mêmes faits ne justifieraient manifestement plus, trois ans plus tard, une mesure de détachement conservatoire motivée par le fait de « *maintenir un climat de confiance* » et encore moins un acharnement tel que celui déployé par l'administration.

L'Etat, tout en demandant la confirmation du jugement entrepris sur base de l'argumentaire y déployé pour toiser le moyen, précise que le fait que l'administration ait pris trois décisions de détachement ne témoignerait pas, contrairement aux dires de l'appelant, d'un acharnement contre lui, mais démontrerait, au contraire, la nécessité de la mesure pour assurer le bon fonctionnement du SPJ.

Tel que l'ont dégagé à bon escient les premiers juges, l'ordre de détachement litigieux du 8 mars 2012 est le troisième de la série, étant donné que l'ordre pris originellement le 5 août 2010 a été définitivement annulé par arrêt de la Cour du 12 juillet 2011, précité, pour insuffisance de motifs fournis et le second ordre en date, pris le 29 juillet 2011, a son tour été annulé par jugement définitif du tribunal administratif du 15 février 2012, précité, pour violation des dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979. Depuis ce dernier jugement, l'administration, sans attendre la révolution du délai d'appel, a réagi promptement en émettant un nouveau préavis de détachement le 29 février 2012 et en prenant l'ordre de détachement actuellement litigieux du 8 mars 2012, après avoir recueilli les observations afférentes de l'intéressé conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, tel que retenu ci-avant.

On ne saurait dès lors raisonnablement faire le reproche à l'administration d'avoir laissé s'écouler un délai déraisonnable entre le jugement du 15 février 2012 et respectivement le nouveau préavis de détachement du 29 février 2012 et l'ordre actuellement litigieux s'en suivant du 8 mars 2012. S'il est patent que depuis les faits invoqués à la base de l'ordre litigieux, voire le premier ordre arrêté et le troisième de la série, actuellement discuté, près de deux ans se sont écoulés, il n'en reste pas moins qu'*a priori* les raisons de voir changer, pour des arguments d'intérêt de service, l'intéressé de son ancien poste d'affectation vers le nouveau poste annoncé sont *a priori* restées constantes, de sorte qu'également sous cet angle de vue l'argument tiré d'un non-respect du délai raisonnable ne saurait utilement valoir.

A la suite du tribunal, il convient dès lors d'écarter également ce moyen comme n'étant pas fondé.

En quatrième et dernier lieu, l'appelant reprend son argumentaire tiré d'une violation des articles 31 et suivants de la loi précitée du 16 avril 1979 en ce que l'ordre incriminé constituerait une sanction disciplinaire déguisée. Il déclare en aucun cas ne pouvoir partager l'argumentaire du tribunal tiré de la dualité des procédures en ce que précisément la procédure disciplinaire menée pour les mêmes faits, de manière parallèle, serait de nature à prouver que la présente procédure tenant à l'ordre de détachement ne saurait à la fois valoir comme procédure disciplinaire. Suivre cet argumentaire du tribunal reviendrait à signer un blanc-seing à l'administration une fois qu'une procédure disciplinaire serait pendante, de manière à ce que toute mesure prise par elle serait *de plano* exemptée de toute critique concernant le caractère de sanction disciplinaire déguisé éventuellement à retenir.

Selon l'appelant, ce serait précisément dans des affaires pour lesquelles il existerait des reproches de manquement disciplinaire que les juridictions administratives auraient reconnu l'existence parallèle de mesures disciplinaires cachées. Deuxièmement, l'appelant déclare ne trouver ni en jurisprudence, ni en doctrine trace d'une exception à la qualification de sanction disciplinaire cachée du fait qu'une procédure disciplinaire a été ouverte parallèlement. Autrement dit, une sanction disciplinaire cachée ne serait pas nécessairement prise isolément.

Selon l'appelant, la mesure de détachement incriminée à la fois porterait atteinte à sa situation professionnelle et s'analyserait en mesure essentiellement répressive. Selon lui, avoir été forcé de quitter son poste au sein du SPJ pour le commissariat de proximité de ... aurait eu des conséquences pécuniaires puisqu'entraînant la perte d'une partie de son traitement consistant notamment dans une prime « *police judiciaire* ». Le côté répressif de la mesure se dégagerait du fait que celle-ci aurait été prise pour un manquement supposé à une obligation professionnelle de la part de l'appelant. Or, vu le recours pendant contre la sanction disciplinaire prononcée, ces manquements ne se trouveraient pas encore définitivement établis.

Sous cet aspect, l'appelant invite la Cour à constater le caractère à la fois accusatoire et menaçant du rapport du commissaire ... parlant dans son chef de « *déclarations malfaisantes* » justifiant aux yeux dudit rapporteur « *une procédure réparatoire* », de même que « *d'intrigues stupides et intenables ne correspondant pas du tout à la vérité* ».

L'appelant veut encore comme preuve du caractère disciplinaire de la mesure prise du détachement, le fait qu'il a été sanctionné disciplinairement d'une simple amende. Pour le moins, la comparaison des deux mesures devrait voir dégager la disproportion entre celles-ci. A cet escient, l'appelant cite le rapport d'instruction disciplinaire du 4 janvier 2012 en ce qu'il retient que « *les différends entre ... et ... datent depuis longtemps et qu'ils n'ont pas leur origine dans les faits repris dans le rapport du 21 juillet 2010 dressé par ... à l'encontre du commissaire ...* », de même qu'« *il aurait donc été judicieux que la direction du SPJ de même que le chef de la section « stupéfiants » auraient pris des mesures appropriées voire même des sanctions afin de rétablir un climat de travail serein au sein de sa section* », tout en suggérant que « *le chef de la section « stupéfiants » aurait tout fait plutôt aux certains différend et accusations en cherchant le dialogue commun avec les différentes parties au lieu de leur demander de dresser des rapports* ».

L'appelant conclut que si la probité du rapporteur ... n'avait jamais été remise en cause, ce serait lui qui aurait été seul sanctionné à trois reprises par la nécessité de maintenir le climat de confiance au sein du SPJ. Cette façon de procéder serait pour le moins contraire aux conclusions du rapport d'instruction disciplinaire parlant d'une nécessité de dialogue et de sanctions appropriés afin de voir rétablir un climat de travail serein au sein de cette section impliquant des mesures non seulement unilatérales à l'égard de l'un de ses protagonistes. Dès lors, serait-il évident que la mesure litigieuse serait à qualifier de sanction disciplinaire cachée.

En conséquence, l'ordre de détachement serait à annuler, puisque l'autorité de décision aurait omis de respecter la disposition impérative régissant précisément la procédure disciplinaire en la matière, ce que pourtant elle n'aurait pas fait.

L'Etat estime qu'il a établi à suffisance dès la première instance que le détachement litigieux a été décidé, non pas dans l'optique de sanctionner l'intéressé pour manquement à une obligation professionnelle, mais afin de résorber le trouble qu'avaient causé ses agissements et à garantir le bon fonctionnement du SPJ.

Quant à la perte de l'indemnité de police judiciaire qui serait de 15 points indiciaires en l'occurrence, l'Etat estime que celle-ci, allouée aux membres du cadre policier occupés à titre définitif ou à titre temporaire pendant une période de plus de six mois au SPJ, serait destinée à couvrir les dépenses effectuées par les enquêteurs dans le cadre de leur mission spécifique et ne constituerait dès lors pas un traitement, tel que celui-ci se trouve défini à

l'article 21, alinéa 4, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Le moyen serait en toute occurrence à écarter.

La Cour est amenée à constater que le moyen consiste à voir requalifier l'ordre de détachement litigieux en sanction disciplinaire déguisée, tandis que parallèlement, suivant décision du directeur général du 3 mai 2012, confirmée par décision du ministre du 23 juillet 2012, notifiée à Monsieur ... le 17 septembre 2012, celui-ci a été condamné à une « *peine disciplinaire d'un dixième d'une mensualité brute du traitement de base* » du chef de *grosso modo* les mêmes faits que ceux invoqués à la base de l'ordre de détachement actuellement litigieux.

Il est encore constant que Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision confirmative du ministre, précitée, du 17 septembre 2012, suivant requête déposée au greffe du tribunal administratif le 14 décembre 2012 (n° 31819 du rôle), laquelle affaire a été appelée pour plaidoiries à l'audience du 2 octobre 2013, où elle a été refixée à brève échéance dans l'attente de l'arrêt de la Cour constitutionnelle dans une affaire actuellement en délibéré devant elle concernant la conformité à l'article 10*bis*, paragraphe 1^{er}, de la Constitution, contenant le principe d'égalité des Luxembourgeois devant la loi, de la loi précitée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique considérée par rapport à la législation en matière de discipline des fonctionnaires de l'Etat.

De la sorte, la Cour est amenée à constater que le moyen actuellement proposé devant elle se trouve pour le moins partiellement enchevêtré par rapport au recours en matière disciplinaire refixé à brève échéance à l'audience du 2 octobre 2013 par le tribunal. Dans ces circonstances, sans que l'attente de l'issue de l'affaire devant le tribunal et la question éventuelle de l'appel ne soient raisonnablement de nature à entrer en conflit avec l'exigence du délai raisonnable, une surséance à statuer permettrait à la Cour d'avoir une vue arrêtée définitivement quant au volet disciplinaire, dans l'hypothèse où le jugement à intervenir du tribunal ne serait pas appelé, sinon à pouvoir toiser les deux volets de l'affaire parallèlement, pour le cas où appel serait interjeté contre ledit jugement à intervenir.

Il importe dès lors de surseoir à statuer quant à ce dernier moyen en attendant que le tribunal ait définitivement statué ou que son jugement fasse l'objet d'un appel à porter devant la Cour, lequel serait, dans cette hypothèse, à analyser parallèlement à la présente affaire.

Il y a lieu de réserver également les dépens ainsi que la question de la demande en allocation d'indemnités de procédure formulée par l'appelant.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel recevable ;

au fond, avant tout autre progrès en cause, surseoit à statuer, jusqu'à ce que soit le jugement à rendre par le tribunal dans l'affaire disciplinaire inscrite sous le numéro 31919 du rôle, soit définitivement toisé, soit appel soit interjeté contre ledit jugement et se trouve amplement instruit pour pouvoir être analysé parallèlement au présent appel ;

refixe l'affaire au rôle général, étant entendu qu'elle sera réappelée d'office par la Cour une fois l'affaire parallèle en état, suivant une des deux hypothèses prévues ;

réserve les dépens ainsi que la demande en allocation d'indemnités de procédure de l'appelant.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE